

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1001

Artikel: Ambiance fédérale : on ne rit plus au Palais
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020394>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

On ne rit plus au Palais

(y) En ville de Berne, où souffle volontiers le foehn, on a l'habitude de vivre dans une atmosphère un peu lourde, sous un ciel plutôt bas, oppressant parfois; même les éclaircies, très belles avec leurs couleurs avivées par la pluie, font penser aux averses qui vont suivre.

A l'intérieur du Palais fédéral, le climat est désormais encore plus pesant. Il y sévit depuis des mois, des années même, un régime de basse pression, qui n'en finit pas de tomber encore. Voilà quelques symptômes et causes de cette ambiance de plus en plus tristounette.

Mais où sont les rieurs d'antan ?

Dans le (bon) temps, quand Cincera était notoirement le seul à remplir des fiches, on s'amusait encore à Berne, oh! gentiment — mais quand même. Les sessions avaient un côté plus convivial, presque joyeux, farceur par moments; les messieurs en séjour à Berne jouaient volontiers aux cartes l'après-midi, et à d'autres jeux en fin de soirée. Les plus intellectuels organisaient quelques méchancetés et trouvaient le temps et l'énergie de monter des machines, impliquant si possible les chers collègues. C'était la grande époque où le radical bâlois Félix Auer, présent sur tous les coups, récoltait des signatures au bas d'une motion pour l'horaire flexible des séances du Parlement, prétendument attribuée à la socialiste genevoise Amélia Christinat, qui ne pouvait l'avoir signée avec son bras droit dans le plâtre (mémorable démenti de la bouillante intéressée); où le même Auer avait amené jusque dans la salle du Conseil national un engin non explosé dans sa serviette

(mémorable intervention du service de déminage dans la salle des pas perdus); où Félix Auer, toujours lui, faisait partie d'une sorte de club dont tous les membres se disaient derechef président, avec pour ticket d'entrée aux réunions un lot de trois bonnes histoires fédérales, dont une au plus devait concerner Kurt Furgler, alors régner.

Tout cela est désormais terminé: M. Auer lui-même a changé, sa drôlerie a disparu: on l'a bien vu dans l'interminable débat qu'il a dirigé récemment sur le projet — aussi technique qu'incontesté — de loi sur les télécommunications. Et le chancelier Buser, qui porte sur son cœur le plus joli recueil de witz fédéraux, assure n'y avoir plus rien inscrit depuis quatre à cinq ans, hormis quelques jeux de mots intraduisibles de l'infatigable Delamuraz.

Toute cette tristesse ambiante a plusieurs raisons. Le travail d'abord. Les parlementaires, soi-disant de milice, s'épuisent à passer d'un dossier à l'autre et à courir en séance, utilisant les moindres interstices de leur agenda bernois pour garder un semblant de contact avec leur lieu d'activité professionnelle. Les plus modernes font du self-service: photocopieuses, fax et PC sont à disposition, histoire d'augmenter le volume des papiers, le rythme des transmissions et, prétendument, l'efficacité du tout. Rien de mieux pour tuer l'ambiance.

Plus de tribuns ni de parrains

Les grands animateurs des débats ont disparu (Jean Ziegler n'a jamais mérité ce titre). Depuis le départ d'Otto Fischer, y a plus de tribuns, mis à part les duettistes Christoph Blocher et Helmut Hubacher, qui se livrent de temps en temps à de jolis combats oratoires. Depuis celui d'Enrico Franzoni et autres Pier-Felice Barchi, y a plus de parrain non plus; tout juste l'élégant baron Franco Masoni et un autre avvocato e notario, Gianfranco Cotti, le propre cousin du multi-ministre de la culture et de

l'environnement, de la recherche et de l'enseignement, de la sécurité sociale et de la santé publique. Y a plus que le turbin, lequel fatigue et coupe tous les élans, c'est bien connu. Plus de labeur, moins de rieurs.

Mais il y a plus sérieux encore et qui pèse très lourd: le doute s'est infiltré dans le cœur des élus, des fonctionnaires et des correspondants parlementaires, qui vivent ensemble sous la Coupole. Sans remonter au scandale de Chiasso ou à la non-élection de Lilian Uchtenhagen, il faut bien voir que l'affaire Kopp n'est pas digérée et que les fichiers — symbole du kafkaïsme à la suisse — vont jeter leur ombre jusqu'au-delà de ce qui restera des festivités du 700^e.

Les institutions sont saines, a dit encore en mars dernier Arnold Koller, le président de cette triste année fédérale. Elles tiendront le coup et nous aideront à en faire autant, a répété le Conseil fédéral. Mais si l'armée, la police, les postes, les douanes sont elles aussi atteintes par la gangrène, qui peut-on croire? Et que penser de la force des institutions quand on voit, entre le Palais fédéral et le Bernerhof, siège des Finances, des jeunes s'autodétruire à coup de shoots, sans que personne se soucie de ces êtres en perdition? Impressionnant spectacle d'un suicide collectif sur le chemin du Furgleranium, cette tour de béton en forme de croix, où cohabitent le Délégué aux réfugiés, le Ministère public, la police des étrangers et quelques autres joyeux offices avec, en annexe, le mini service de la protection des données.

Tout cela compose un climat pesant, une ambiance de fin de règne (mais qu'on se rassure: le rapport complémentaire de la CEP ne provoquera pas la démission en bloc des 7 Sages). Reste à vouloir que cette fin soit seulement celle du septième siècle de la Confédération, à la rigueur celle du deuxième millénaire après Jésus-Christ. Et à espérer que les institutions réagiront à l'air de ce temps, pire que maussade, en décidant pour elles-mêmes les changements nécessaires. Car le système de milice ne convient pas davantage au travail parlementaire d'aujourd'hui qu'un cabinet de sept ministres à la gestion d'un pays. Les propositions Rhinow-Petitpierre ne suffiront pas à redonner un franc sourire à la Berne fédérale, mais elles contribueront utilement à mettre fin au triste climat présent. ■

cohérents. En l'absence de Beat Kappeler, nous pouvons affirmer qu'il a été mal compris. C'est bien au système qu'il en a, et non pas aux personnes qu'il emploie.

● A propos de l'article «L'arroseur arrosé», dans DP 999, le service Presse et information de l'Université de Lausanne nous signale que l'article dont nous faisons état n'émanait pas de la rédaction, mais était bien une lettre de lecteurs signée par plusieurs comités et groupes œuvrant à l'uni. ■